

Citation :

« Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et en un tour de mains ils créeront assez d'argent pour la racheter.

Otez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux.

Mais si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits. »

Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre 1928-1941

Source :

A-J Holbecq & P Derudder – La dette publique, une affaire rentable – éditions Yves Michel

autre ouvrage :

A-J Holbecq - Argent, dettes et banques - éditions Yves Michel

Voir aussi les ouvrages et articles écrits par Maurice Allais (français, prix nobel de sciences économiques en 1988)

Sites :

<http://www.fauxmonnayeurs.org/>

<http://etienne.chouard.free.fr/>

<http://monnaie.wikispaces.com/>

<http://wiki.societal.org/>

<http://www.france.attac.org/>

http://www.bluman.name/Des_Videos_Remarquables.php?NumVideo=457



Discours ambiant : L'état est quasiment en faillite. La dette de la France est colossale. Il faut réduire massivement les dépenses de l'état si on ne veut pas se retrouver dans la situation de la Grèce. Il faut réduire les dépenses de santé, d'éducation, de retraite...

La grande arnaque de la dette





Comité local ATTAC Le Havre

<http://local.attac.org/lehavre/>

Discours ambiant : L'état est quasiment en faillite. La dette de la France est colossale. Il faut réduire massivement les dépenses de l'état si on ne veut pas se retrouver dans la situation de la Grèce. Il faut réduire les dépenses de santé, d'éducation, de retraite...

Maintenant vous savez que c'est une présentation mensongère (par omission) des choses.

De l'argent il y en a : 2 fois plus d'euros qu'il y a 10 ans, mais il s'est accumulé dans les poches des spéculateurs et financiers, ceux qui ont provoqué la crise.

Une solution : taxer les transactions financières

La dette : elle n'est pas due aux salaires "démesurés" des infirmières et des profs. Elle est due au transfert de la création monétaire vers les banques privées

Une solution : l'état doit reprendre le monopole de la création monétaire.

**La monnaie est un bien public.
Le secteur bancaire devrait être
le premier des services publics !**



Conclusion

Les difficultés financières de l'État ne viennent pas du tout de son incurie, mais de sa pauvreté artificiellement programmée à travers un système bancaire inique, un privilège de type féodal :

le droit par les banques privées de créer la monnaie et de prélever un intérêt sur cette monnaie neuve, et l'obligation pour l'État de s'endetter auprès des acteurs privés pour financer les besoins publics

Ce système bancaire met le pays en coupe réglée, sans aucun espoir de jamais rembourser une dette sans fin puisque la création monétaire est rançonnée.

Si on reste dans le système actuel, la dette va obligatoirement augmenter. Quelque soit les mesures de restriction budgétaires on va se retrouver dans la situation de la Grèce avec la menace d'une véritable faillite.

La défense de tous les services publics passe par l'exigence de la réforme du secteur bancaire, la reprise par l'état du monopole de la création monétaire et la taxation des transactions financières.



Résignés à la disparition des services publics ?

Il semble que les français soient pour la plupart attachés à leurs services publics. Pourtant ils paraissent résignés à leurs disparitions. A force d'entendre sur les médias, que c'est la crise, que la dette de la France est colossale, qu'il n'y a plus d'agent, que c'est la faute des fonctionnaires et que l'état doit réduire massivement ses dépenses, on comprend qu'ils soient ainsi résignés.

Pourtant tous ces discours ne prennent en compte systématiquement qu'une seule partie du problème, **que d'un seul côté de la balance**, du côté de celui qui emprunte, pas du côté de celui qui prête.

En regardant des deux côtés, on peut découvrir la chose suivante :

le système de la dette publique est une "magnifique" machine à pomper le fric des contribuables pour le distribuer aux investisseurs financiers.

Pour le comprendre, il faut mener une véritable enquête : poser une première question qui entraîne une réponse qui conduit à une nouvelle question, etc.

De l'autre côté de la Balance :

L'ensemble des états sont de plus en plus endettés. Ces dettes atteignent des proportions monstrueuses. Mais si ces dettes existent, c'est qu'il y a bien des personnes et/ou des organismes qui disposent de l'argent nécessaire pour le prêter. Et qui disposent surtout de plus en plus d'argent.

Qui ?

Environ la moitié sont des non-résidents, c'est-à-dire des personnes, françaises ou pas, domiciliées hors de France (investisseurs institutionnels, banques, assurances, ou organismes de placement de type fonds de pension...)

L'autre moitié sont des acheteurs résidents, (assurances françaises, organismes de placement collectif en valeurs mobilières, banques...)

Seulement 1 % de la dette de l'État est détenue en propre par des ménages français. »

Ces investisseurs ont de plus en plus d'argent. Par ailleurs la quantité d'argent globalement disponible est de plus en plus grande ce qui n'est pas sans rapport.

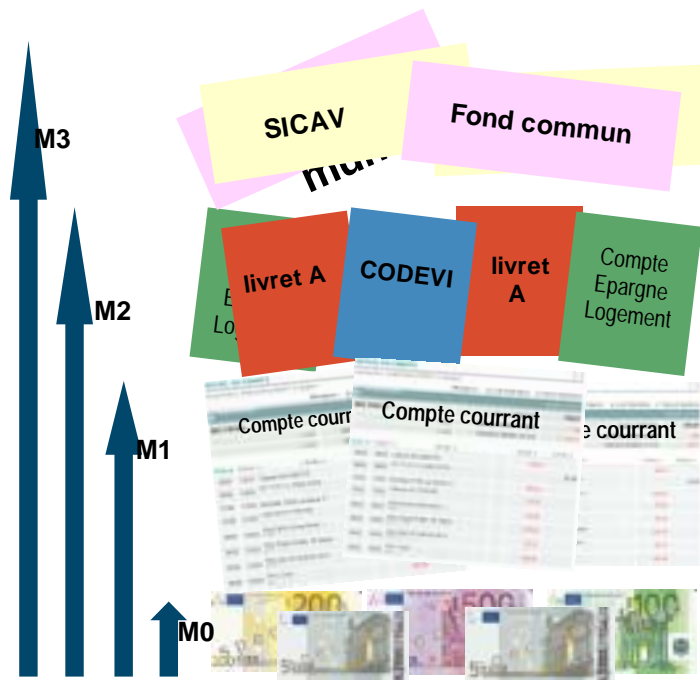
Comment mesurer la quantité de monnaie

Les pièces et billets que vous avez dans votre porte monnaie font partie de la monnaie dite liquide. Elle est appelée monnaie fiduciaire. Mais ce n'est pas votre seul moyen de paiement. Vous pouvez aussi utiliser l'argent qui est sur votre compte bancaire courant en payant par chèque. Cette monnaie est appelée monnaie scripturale car elle n'a pas d'existence physique hormis son écriture sur les ordinateurs de la banque. Comme tout le monde ne retire pas son argent en même temps, il y a globalement beaucoup plus de monnaie scripturale que de monnaie fiduciaire.

L'ensemble de tous les billets et pièces disponible constitue l'agrégat monétaire M0.

Si on ajoute à M0 tout ce qui est inscrit sur les comptes courants des particuliers, des entreprises, des collectivités, etc. on obtient la quantité de monnaie disponible comme moyen de paiement immédiat. C'est l'agrégat monétaire M1

Les autres agrégats monétaires M2 et M3 représentent, en plus de M1, l'épargne et les placements, c'est à dire la monnaie qui n'est pas immédiatement disponible comme moyen de paiement



Mais alors c'est le retour à la "planche à billets" ?

Ne croyez pas les épouvantails et autres chiffons rouges qu'on va agiter devant vos yeux pour vous persuader que l'État créateur de monnaie est forcément imbécile.

Ce qu'on appelle la "planche à billet" n'est pas forcément une catastrophe, bien au contraire, c'est l'abus de la planche à billets qui peut provoquer une inflation galopante.

D'ailleurs, la masse monétaire a augmenté d'environ 10% (avant la crise) tous les ans sans déclencher d'inflation, ce qui est bien la preuve que ce spectre de la "planche à billets" n'est qu'un épouvantail (bien commode pour nous conduire à accepter que l'État soit dépouillé de ce droit essentiel).

Par contre, les banques privées devenues créatrices (et vendeuses) de notre monnaie (*ces banques à qui on a abandonné la "planche à billets", précisément*) sont, effectivement, de véritables parasites, à très grande échelle. Rien n'impose, économiquement, que ce soit des acteurs privés qui maîtrisent la "planche à billets", au contraire.



Que faut il faire ?

Il n'est pas nécessaire d'attendre "le grand soir" d'une révolution extrême. Des économistes renommés mais jamais invités sur les médias font des propositions tout à fait réalisables si la volonté politique était là.

Entre autre on peut citer Maurice Allais (*français, prix nobel de sciences économiques en 1988*) qui propose une réforme s'appuyant sur deux principes fondamentaux : (1)

- La création monétaire doit relever de l'Etat et de l'Etat seul : toute création monétaire autre que la monnaie de base par la Banque Centrale doit être rendue impossible, de manière que disparaissent les " faux droits" résultant actuellement de la création monétaire bancaire...
- Tout financement à un terme donné doit être assuré par des emprunts à des termes plus longs ou tout au moins de même terme"

(1) *texte complet sur :*

http://etienne.chouard.free.fr/Europe/messages_recus/la_crise_mondiale_d_aujourd_hui_Maurice_Allais_1998.pdf

Quels avantages ?

"Une telle réforme aurait l'avantage de la clarté et de la transparence. Aujourd'hui, les revenus provenant de la création monétaire sont distribués de façon anonyme entre une foule de parties prenantes, sans que personne ne puisse réellement identifier qui en profite. Ces revenus ne font que susciter iniquité et instabilité et, en favorisant les investissements non réellement rentables pour la collectivité, ils ne font que susciter un gaspillage de capital.

Dans son essence, la création de monnaie ex nihilo actuelle par le système bancaire est identique, je n'hésite pas à le dire pour bien faire comprendre ce qui est réellement en cause, à la création de monnaie par les faux monnayeurs, si justement condamnée par la loi. Concrètement, elle aboutit aux mêmes résultats. La différence est que ceux qui en profitent sont différents."

Maurice Allais (français, prix nobel de sciences économiques en 1988)

Avec ce système, il n'y aurait plus aucune création de monnaie, sauf par la Banque centrale et les revenus provenant de la création monétaire par la Banque centrale seraient rétrocédés à l'État, ce qui lui permettrait dans les conditions actuelles de supprimer la presque totalité de l'impôt progressif sur le revenu.

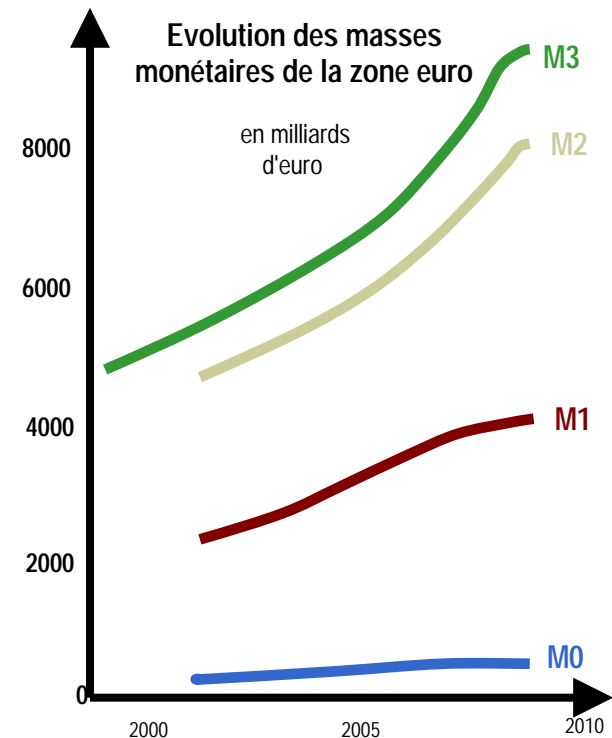
Cette masse monétaire est elle stable ou augmente-t-elle ?

On pourrait croire que, globalement, il y a de moins en moins d'argent, de moins en moins de monnaie : les entreprises licencient faute de moyens, l'état est en faillite (selon le 1er ministre), le pouvoir d'achat des particuliers diminue, etc.

Pourtant la quantité de monnaie existante, est en augmentation constante. (même si cette augmentation s'est stabilisée un peu pendant la crise).

Pendant les mois qui précèdent la crise la quantité de monnaie dans la zone euro, augmentait de plus de 10% par an soit plus de deux fois plus rapidement que la croissance du PIB et l'inflation réunis.

Malgré la promesse de la Banque centrale européenne qui affichait ne vouloir qu'une croissance de la masse monétaire de 4,5% par an pour couvrir à la fois l'inflation et la croissance économique de la zone euro.



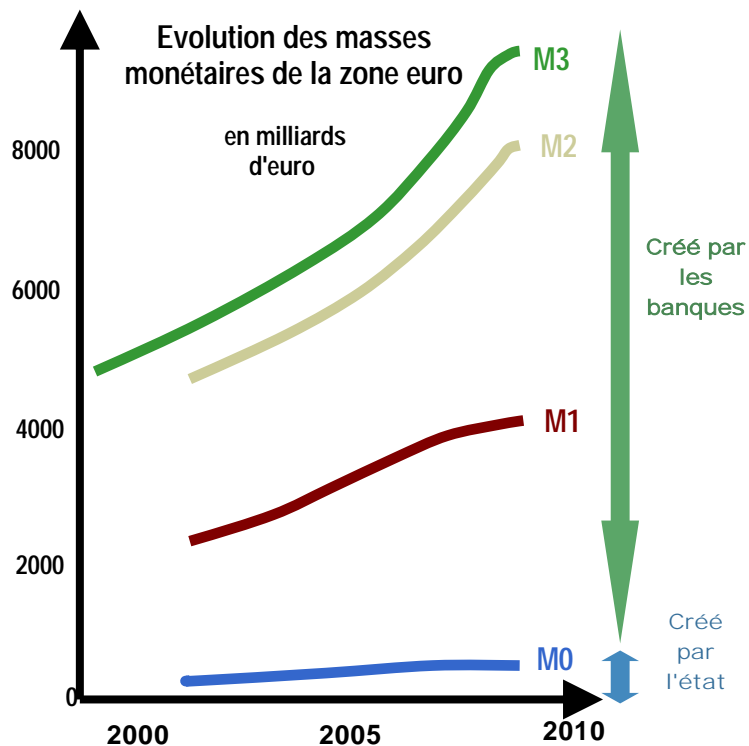
Si la quantité de monnaie augmente, qui est à l'origine de cette création ?

On pourrait croire que tout cet argent est créé par les états (Banque Centrale Européenne ou banque centrale des différents pays) qui auraient seuls le privilège de "battre monnaie".

En fait pour l'essentiel ce n'est pas le cas. Les états se contentent de créer la monnaie fiduciaire (pièces et billets) ce qui ne représente que de 10 à 15% de l'ensemble des moyens de paiements. (M1)

Le reste, c'est-à-dire la monnaie scripturale qui n'existe que sur les ordinateurs des banques, est créé par les banques privées elles mêmes.

Comment ? **À partir de rien !** Les cours d'économie des université et grandes écoles parlent de création ex-nihilo .



Mais alors quel est l'avantage de ce système ?

Pour les investisseurs financiers l'avantage est considérable :

Le paiement de l'intérêt par l'Etat leur rapporte beaucoup d'argent

Le montant élevé de la dette permet de justifier la privatisation des services publics, qui sans cela ne serait jamais acceptée par les citoyens.

Les services publics ainsi privatisés rapporteront à leur tour beaucoup d'argent aux investisseurs



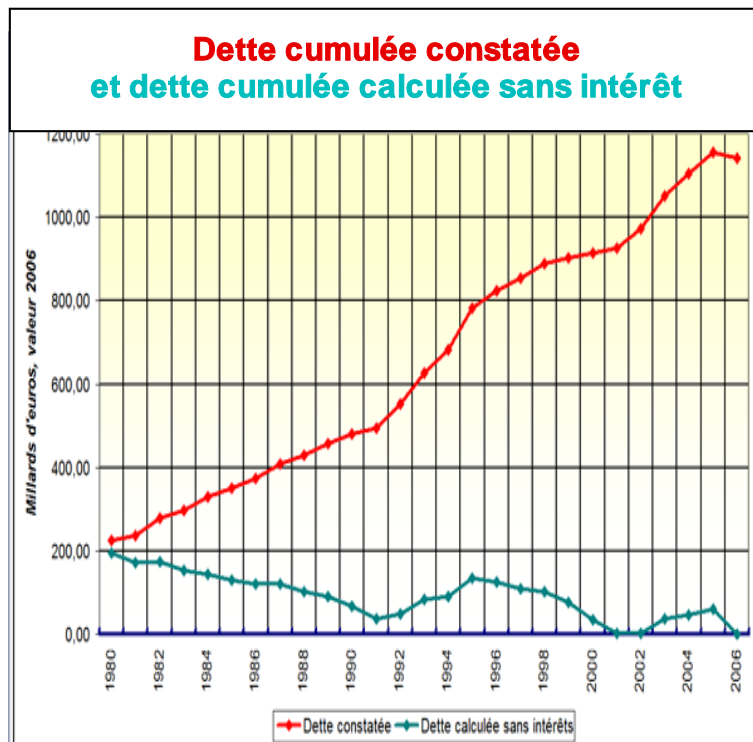
Ou en serait la dette si en 1980 l'état avait récupéré son droit de création monétaire ?

Les graphiques ci contre (1) représentent l'évolution de la dette publique (courbe rouge supérieure) et ce qu'elle serait devenue (courbe verte inférieure) si en 1980 l'état avait récupéré son droit de création monétaire.

Au total entre 1980 et 2006 nous avons payé environ 1100 milliards d'euros d'intérêt et la dette a augmenté d'environ 900 milliards d'euros.

Si on avait gardé notre droit de création monétaire, la dette initiale de 200 milliards d'Euros en 1980 serait inexistante aujourd'hui.

(1) selon A-J Holbecq & P Derudder – *La dette publique, une affaire rentable* – éditions Yves Michel



Comment les banques créent de la monnaie ?

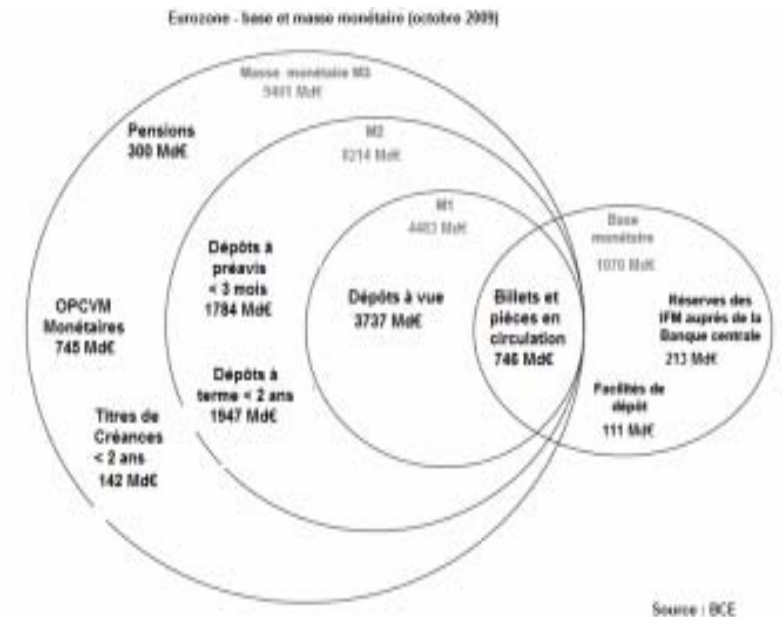
Tout simplement en accordant des prêts.

Lors d'un prêt à un client la banque ne « prête pas » l'argent d'un autre client. Elle se contente d'écrire une nouvelle ligne comptable sur son compte et une autre sur le compte du client avec d'un côté la créance (la somme due) et de l'autre le dépôt à vue correspondant.

A terme, lorsque le client rembourse son emprunt, l'argent ainsi créé se trouve détruit.

On pourrait croire qu'il n'y a pas de véritable création monétaire, puisque c'est provisoire, sur la durée de l'emprunt. En fait il y a bien accroissement de la quantité de monnaie détenue par les agents non financiers (les clients), sans que personne d'autre n'ait renoncé à son pouvoir d'acheter. (le compte en banque des autres clients n'a pas diminué d'autant)

Par ailleurs, l'emprunteur devra trouver de quoi payer à la banque les intérêts avec de l'argent existant non créé artificiellement.



source :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Base_et_masse_mon%C3%A9taires_-_102009.png

Si la monnaie ainsi créée par le prêt est détruite lors du remboursement, comment se fait-il que la quantité de monnaie augmente ?

Tout simplement parce que, globalement, à chaque emprunt remboursé correspond un nouveau prêt plus important.

Prenons l'image d'une baignoire, la quantité d'eau représente la masse monétaire, le robinet les nouveaux prêts accordés (monnaie créée), la vidange les emprunts remboursés (monnaie détruite).

Pour que le niveau d'eau monte, il faut que la quantité d'eau qui provient du robinet soit plus importante que la quantité d'eau qui s'écoule. *Quand l'eau déborde c'est la crise à la maison !*

Pour que la masse monétaire augmente il faut que l'endettement augmente aussi !

D'un point de vue global, et contrairement à l'adage « qui paie ses dettes s'enrichit », au niveau des états pour disposer de plus en plus de monnaie il faut s'endetter de plus en plus !

Ce n'est pas près de s'arrêter !

Une banque peut-elle créer autant de monnaie qu'elle veut ?

Non : il y a des mécanismes de contrôle imposés par la BCE qui limitent cette création en imposant un pourcentage de réserves obligatoires en monnaie fiduciaire (pièces et billets) ; mécanisme non décrit dans cette courte présentation mais expliqué dans tous les cours et ouvrages sur la monnaie

Néanmoins les quantités de monnaies (scripturales) créées par les banques privées sont beaucoup plus importantes que celles (fiduciaires) créées par les états via les banques centrales

Ce que font les banques privées en créant de la monnaie à l'occasion de l'octroi de prêts, pourquoi des banques d'État (banque de France par exemple) ne le font pas ?

Elles pourraient ainsi financer le trésor public avec des avances sans intérêts et sans échéances pour la rénovation des hôpitaux, écoles, universités, etc.

Elles pourraient financer ainsi des grands projets pour la protection de l'environnement (transport ferroviaire, rénovation des logements...), ce qui créerai de l'emploi.

Mieux encore, elles pourraient prêter sans intérêt de quoi rembourser la totalité de la dette actuelle, obtenue auprès des investisseurs privés. L'état se devrait en quelque sorte de l'argent à lui même. Et il n'y aurait plus d'intérêt à payer.

Eh bien non ce n'est pas possible, **plus exactement ce n'est pas voulu.**

Pourquoi n'est-ce pas voulu ?

En 1976 en France, le ministre Raymond Barre prend une décision historique : il décide que l'État paiera les intérêts de sa dette au-delà du taux d'inflation. Il dit : « *Je place l'État au service des créanciers, des épargnants. Finie l'inflation qui érode le capital. Vive les rentiers !* » Fini l'ordre des salariés et des entrepreneurs, finies les Trente Glorieuses, la monnaie se renforce, le chômage augmente, les salaires stagnent, la rente réapparaît.

Les traités de Maastricht et de Lisbonne confirme cette interdiction faite aux banques centrales.

Délibérément l'état a transféré sur le système bancaire privé, son droit régalién de création monétaire. **Ceci sans le moindre débat public.** Alors que l'état devrait pouvoir émettre sa monnaie gratuitement, il doit « l'emprunter » sur les marchés financiers aux prix de l'intérêt. En conséquence il n'y a jamais assez d'argent dans la communauté pour rembourser capital et intérêt. Il ne reste plus qu'à emprunter à nouveau un peu plus.